

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2011)
Heft: 3

Artikel: Le statut des armes nucléaires : représentations passées et présentes, questions pour l'avenir
Autor: Boëne, Bernard
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-514548>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Ci-contre : Le *Rafale* est en mesure d'emporter le missile air-sol moyenne portée (ASMP). L'arme pèse 840 kg, vole à Mach 3, pour une portée maximale de 500 km. La charge nucléaire TN-81 peut être de 100 à 300 Kilotonnes.

Désarmement

Le statut des armes nucléaires : Représentations passées et présentes, questions pour l'avenir

Bernard Boëne

Chancelier de la Geneva Graduate School of Governance (GGSG), professeur de sociologie, ancien directeur général de l'enseignement et de la recherche à Saint-Cyr, ancien recteur d'académie. Rédacteur en chef, Res Militaris.

Lorsque, les 6 et 9 août 1945, deux bombes atomiques furent larguées pour la première et la dernière fois, le monde prit conscience d'un tournant majeur de la conflictualité internationale. Les premiers réflexes des Américains, alors seuls détenteurs de cette arme nouvelle, furent idéalistes. La même année, en 1946, ils proposent d'internationaliser la production et l'usage de matériaux fissiles pour garantir un usage purement civil de l'énergie atomique (Rapport Acheson-Lilienthal), puis d'instituer des inspections et pénalités pour prévenir toute prolifération et inhiber la production d'armements de cette nature (Plan Baruch). Le rejet de ces plans par l'URSS contribuera à la légitimation du réalisme stratégique aux Etats-Unis, à la détérioration des relations Est-Ouest bientôt sanctionnée par les débuts de la guerre froide, au lancement d'une première course aux armements nucléaires.

Dès 1946, deux auteurs, Bernard Brodie et William Borden, ont de manière contrastée entrevu la portée du changement stratégique introduit par ces armes et dessiné les contours – anti-cités et antiforces – des développements doctrinaux à venir du côté occidental. Le premier fait

valoir que, s'il ne rend pas la guerre impossible, l'atome tend à modérer les ardeurs guerrières: les destructions massives et instantanées qu'il promet, l'impossible étanchéité des défenses, donc la vulnérabilité des grandes villes qui en fait des cibles prioritaires, la quasi-certitude de représailles lorsque d'autres puissances deviendront nucléaires, la possibilité pour de petits Etats d'en dissuader de plus grands, tout cela invite à la sagesse et à une nouvelle raison d'être des armées – non plus gagner des guerres, mais les éviter.

Le second le contredira. Pour Borden, qui envisage dès cette époque des défenses futuristes efficaces, une guerre atomique est possible et elle est gagnable si l'on parvient à détruire les armes nucléaires adverses. Rien dans ces visions ne s'oppose à l'idée, assez vite saisie, que le nucléaire militaire rend inutile de maintenir des millions d'hommes sur pied de guerre pour faire face à ceux du camp d'en face et que -Eisenhower dixit- la première ligne de défense de l'Ouest réside dans des économies fortes.

La guerre froide

Aucun des deux auteurs précités n'aura d'influence immédiate : Brodie ne sera entendu que près d'une décennie plus tard et Borden...sous les présidences Carter et Reagan. Mais le décor est planté : l'atome fait peur et n'est guère populaire auprès des opinions publiques. Certains y voient une arme stratégique comme une autre, qui n'induit qu'une rupture limitée dans les raisonnements stratégiques. D'autres comme une arme sui generis, dont le potentiel de stabilisation et d'inhibition de la grande guerre par le mécanisme paradoxal de la dissuasion mutuelle peut s'avérer bénéfique.

Lorsque l'expérience de grandes crises aidant -au premier chef, celle des missiles de Cuba-, on cherche un moyen d'éviter l'apocalypse, que d'autres puissances nucléaires apparaissent, que les Etats-Unis, en proie au désarroi économique et politique après l'échec au Vietnam du maximalisme militaire de l'ère Kennedy-Johnson, doivent concéder aux Soviétiques la parité, deux

Ci-dessous : Jusque ici, le *Mirage 2000-N* a été le principal vecteur de la dissuasion nucléaire française.



logiques s'affrontent. Ou bien les armes nucléaires sont dangereuses et ne diffèrent des autres qu'en degré, et il faut les éliminer selon une philosophie du désarmement qui était déjà celle des années 1930 (pas d'armes, pas de guerres) – c'est ce qui s'affirme dans l'esprit du Traité général d'interdiction des essais nucléaires de 1963, puis du Traité de non-prolifération de 1968 (TNP, auquel presque tous les Etats finiront par adhérer sauf Israël, l'Inde et le Pakistan). Ou bien, en privant de sens la notion de victoire dans une guerre majeure où l'espérance de gain politico-stratégique a toutes les chances d'être négative pour tous les protagonistes (sans parler des autres), elles sont source de paradoxes puissants, clés de voûte d'une certaine stabilité, et il s'agit non de les abolir mais de les maîtriser – et c'est ce qu'on commence à faire avec les accords SALT et ABM de 1972.

On ne dispose d'aucune preuve expérimentale du bien-fondé du lien postulé, mêmes sous nombre de conditions restrictives, entre stabilité et armes nucléaires de part et d'autre de conflits potentiels. Mais si on ne peut en toute rigueur affirmer que sans elles une troisième guerre mondiale aurait eu lieu, on reste impressionné par l'absence de déclenchement d'une guerre le long du rideau de fer entre 1947 et 1990, alors que les arsenaux en présence étaient sans précédent historique – ni, dans le même registre, par le relatif calme des relations entre Inde et Pakistan depuis que ces pays se sont dotés d'armes de ce type.

L'après-guerre froide

L'affrontement Est-Ouest terminé, le nucléaire militaire, s'il ne pouvait être désinventé, sembla tout à coup ne plus avoir –sauf en Asie du sud– de rôle central ou même précis. Mais la réflexion d'un général indien devant le sort réservé à l'Irak en 1990-91 (en substance : on sait désormais ce qu'il advient de puissances « révisionnistes » non nucléaires) est venue démentir cette impression : les armes nucléaires continuaient à structurer les relations entre Etats. Les puissances nucléaires « officielles » se contentèrent donc de réduire la voilure là où elle était devenue excessive (accords START-I signés entre Etats-Unis et URSS en 1991), et d'entretenir leurs arsenaux. Faute d'adversaires à dissuader utilement, un certain flou conceptuel s'installa.

La question rebondit au tournant des années 2000 pour trois séries de raisons : les velléités de régimes dictatoriaux en froid avec la communauté internationale (Corée du Nord, Iran) de se doter d'armes de destruction massive (ou le soupçon de telles velléités : Irak) ; la « guerre contre le terrorisme » décrétée par G.W. Bush après le 11 septembre ; la crainte de prolifération nucléaire, notamment au profit de groupes terroristes, née de vols ou de ventes possibles d'armes stationnées dans les anciennes républiques soviétiques. L'insistance mise par les puissances du statu quo pour interdire de telles évolutions, par la guerre (Irak) ou par les sanctions (Corée du Nord, Iran) commence à soulever, notamment du côté des puissances émergentes non nucléaires, une question qui n'était guère posée jusque-là : comment justifier le privilège de fait conférant aux puissances

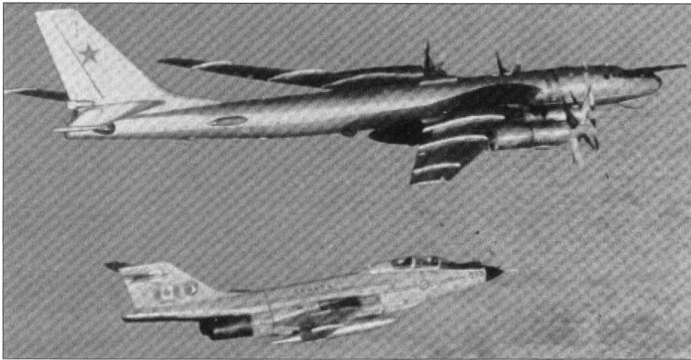


Les bombardiers stratégiques américains de la guerre froide, de haut en bas : le B47, le B52, le B-1B. Photos © USAF – SAC.



nucléaires officielles une influence structurante sur les relations internationales, alors même qu'elles s'étaient engagées en 1968, par l'Article VI du TNP, à négocier en vue de parvenir à un arrêt de la course aux armements nucléaires et à « un désarmement général et complet sous contrôle international. »

Les choses commencent alors à bouger, d'abord du côté américain. G.W. Bush avait déjà accepté de réduire l'arsenal américain (SORT, 2002). En 2007, des personnalités qui avaient joué un rôle central dans l'élaboration de la politique étrangère et de défense américaine (Shultz,



Les bombardiers stratégiques soviétiques, du Tu-90 *Bear* –intercepté par un CF-101 canadien et un F-106 américain respectivement, au Tu-22M *Backfire* et au Tu-26 *Blackjack*.



Kissinger, Perry et Nunn) firent paraître une tribune libre dans le *Wall Street Journal*, où ils jugeaient les armes nucléaires « de plus en plus dangereuses et de moins en moins utiles » dans le contexte de l'après-guerre froide. Moins d'un an plus tard, Barack Obama, alors candidat à l'élection présidentielle, exprime pour la première fois son souhait d'un monde débarrassé des armes nucléaires. Il le réitère en 2009 à Prague, cette fois en tant que

président. Le sujet suscite un écho en France, où en 2009 deux anciens premiers ministres (Rocard, Juppé), un ancien ministre de la Défense (Richard) et un général de l'armée de l'Air (Norlain) signent dans *Le Monde* une tribune libre qui juge les armes nucléaires dépassées, la position d'Obama prometteuse et le monde mûr pour un désarmement nucléaire général. Dans le même temps apparaissent, de la part de groupes indépendants, une « Global Zero Initiative » (2008) puis le Rapport Evans-Kawaguchi (2009). Pour finir, l'idée d'un monde sans armes nucléaires reçut l'aval de Dmitri Medvedev.

Interprétations

La raison discernable la plus immédiate est que les armes nucléaires n'ont aucune utilité lorsqu'il s'agit de combattre des terroristes, ou d'inhiber des guerres civiles - principal type de conflit armé de par le monde aujourd'hui. Une seconde raison renvoie à la diplomatie publique : une bonne façon de combattre la prolifération, d'isoler l'Iran, la Corée du Nord et d'autres candidats éventuels au statut de puissance nucléaire, et de calmer les doléances des puissances émergentes face au privilège des puissances nucléaires officielles, est de montrer l'exemple en exprimant son intention d'honorer l'engagement pris en 1968 par l'Article VI du TNP. Dans le même registre, c'est une manière pour l'Administration Obama de se démarquer des postures agressives et unilatérales de l'Administration précédente. Une quatrième raison, s'agissant des Etats-Unis, est qu'ils disposent de bien d'autres ressources que le nucléaire militaire pour maintenir le différentiel de puissance qui les séparent de tous les autres acteurs, et garantir ainsi pour longtemps encore leur statut de superpuissance régulatrice de fait. A l'inverse, pour les autres puissances nucléaires traditionnelles, le coût de modernisation de leurs armements, à une époque où les finances publiques s'annoncent sévèrement contraintes pour des années, peut avoir joué un rôle - notamment dans le cas de la France, mais plus généralement pour les bases industrielles de défense des pays d'Europe, qui éprouvent de plus en plus de mal, pour des raisons budgétaires, à suivre les avancées technologiques américaines. Enfin, l'initiative d'Obama va au devant des angoisses populaires dans le monde à l'égard des armes nucléaires, et de la profonde ambivalence américaine face au réalisme stratégique dominant depuis deux tiers de siècle.

L'année 2010 a vu les choses se précipiter. L'accord New START signé par les présidents Obama et Medvedev -30% d'ogives déployées en moins- a eu pour conséquence une pression morale accrue sur les autres puissances nucléaires, officielles ou non. Cette pression s'est fait sentir à intervalles très rapprochés dès le sommet nucléaire de Washington, puis lors de la conférence quinquennale de suivi du TNP. Plus intéressante encore est la nouvelle posture nucléaire américaine, publiée début 2010, qui pour la première fois renonce à l'ambiguïté en exemptant par avance les Etats non nucléaires qui honorent leur engagement au titre du TNP de tout recours aux armes nucléaires à leur rencontre, le réservant pour la dissuasion des menaces éventuelles de même type contre l'Amérique, ses alliés ou partenaires.

On note toutefois un décalage entre le détail et les conséquences pratiques de ces accords ou prises de position, qui ne s'éloignent guère du cadre classique de la maîtrise des armements nucléaires, et le discours qui les accompagne, ouvertement tourné vers leur abolition. Le président Obama, en renvoyant la réalisation de ce but à la prochaine génération, se montre aussi pragmatique dans les actes qu'idéaliste en paroles. Le réalisme n'est pas absent des débats : même la « Global Zero Initiative » et le Rapport Evans-Kawaguchi font preuve de prudence. Mais l'idée demeure que le désarmement général, à terme, est une option désirable.

Critique

Contre une telle idée, on peut faire valoir que les conséquences négatives d'une telle évolution n'ont pas été sérieusement examinées. Sans armes nucléaires entre les mains de puissances du statu quo, les conflits locaux et régionaux, à l'initiative de puissances ou groupes révisionnistes, ont quelques chances de connaître un regain. Or, la dissuasion conventionnelle n'aurait pas la même efficacité face à des forces dissimulées (comme il est probable) au sein des populations. L'absence de craintes devant une éventuelle montée aux extrêmes fragiliserait la stabilité en cas d'incidents sérieux. Les nouvelles armes conventionnelles à longue portée n'ont pas le même effet psychologique instantané, susceptible d'influer d'entrée sur le niveau de décision stratégique. Au plan psychosocial, des « Etats-voyous » ou des groupes terroristes disposant d'armes nucléaires, même de faible puissance, prendraient une dimension plus effrayante sans la capacité au moins théorique de les dissuader. Avec un grand nombre d'armes en phase d'élimination, les risques de vol et de prolifération seraient fortement accrus. Certaines puissances non nucléaires aujourd'hui protégées par le parapluie américain (Japon, Arabie saoudite, etc.) pourraient revoir leurs options. Et il faut poser la question de la possibilité technique qu'auraient nombre d'acteurs de restaurer ou d'acquérir la capacité nucléaire rapidement en cas d'insécurité réelle ou perçue. Une considération rarement prise en compte est qu'en cas de tensions internationales fortes, les besoins en effectifs militaires remonteraient, ce d'autant que le mécanisme paradoxal d'un « désarmement structurel » spontané par les coûts budgétaires limiterait le nombre des matériels majeurs de haute technologie, et leur utilité opérationnelle par peur de les perdre. La question du fardeau de la Défense et de son impact sur les économies, qu'on avait presque oubliée dans nombre de pays, se poserait à nouveau. Le résultat net pourrait être une moindre sécurité internationale.

Le raisonnement qui sous-tend les appels au désarmement nucléaire se révèle donc en partie erroné. Il renverse le sens de la causalité en supposant que ce sont les armes, et non la politique, qui engendrent la guerre. La cause de la paix semble mieux protégée par une distinction entre configurations et armements stabilisants et déstabilisants que par une abolition pure et simple, ou la distinction entre armes offensives et défensives - puisque les armes défensives, réduisant les risques de représailles, peuvent être vues comme l'indice d'une volonté offensive. S'il en

est ainsi, alors la maîtrise des armements contribue mieux à la stabilité internationale que le désarmement général. En sens inverse, les mécanismes de la dissuasion mutuelle ne sont pas sans fragilités. Le scepticisme à l'égard d'un désarmement général implique qu'on accepte de juger favorablement l'éventualité d'un élargissement du « club » nucléaire - y compris à l'Iran ou la Corée du Nord) comme source de stabilité régionale. Une telle éventualité accroîtrait les risques d'accident, et favoriserait sans doute la prolifération. Et l'on n'a pas d'expérience historique d'armes de destruction massive entre les mains de dirigeants politiques irresponsables, ou de configurations stratégiques à plus de deux antagonistes. La vérité est qu'on ne sait pas si un tel élargissement favoriserait la rationalité et la stabilité, ou si au contraire les passions -ethniques, religieuses, idéologiques- et une perte de contrôle collectif sur les événements conduiraient à un désastre nucléaire.

Conclusion

Les armes nucléaires ont joué à n'en pas douter un rôle central sous la guerre froide. Elles semblaient promises à un rôle marginal après 1991. Elles reviennent sur le devant de la scène depuis une décennie, non plus parce qu'elles sont essentielles dans la résolution des problèmes de l'heure, mais parce qu'elles ont un problème de légitimité : comment justifier la lutte contre la prolifération, et tenir les hauteurs morales vis-à-vis de l'Iran, et de la Corée du Nord ou d'autres à venir, si les puissances nucléaires officielles refusent de bouger - si le privilège dont elles bénéficient est refusé à d'autres ? C'est pourquoi le TNP, longtemps perdu de vue, occupe de nouveau les esprits, et les considérations de diplomatie publique rendent compte du langage de désarmement dans lequel on choisit d'envisager les derniers développements de la maîtrise des armements.

Les débats à venir tourneront autour de deux questions difficiles. L'une occupe déjà les experts : est-ce que la « Logic of Zero » est un objectif souhaitable et réaliste, traduction technique de la question centrale : du désarmement nucléaire ou du paradoxe de la dissuasion, lequel sert le mieux la stabilité et la paix ? La seconde promet d'être âprement discutée dans l'arène internationale : qu'est-ce qui en la matière est rationnel et acceptable, et qu'est-ce qui ne l'est pas ? En d'autres termes, quelles valeurs sont objectivement pertinentes dans le contexte présent et futur, reconnues comme telles et donc source de consensus, et quelles fins ultimes peuvent être tenues pour irrationnelles, donc illégitimes aux yeux de la « communauté internationale ». De telles questions donneront à la politique mondiale les allures d'un exercice collectif de psychologie et de sociologie cognitives.

B.B.